



ACTION COLLECTIVE, RÉUSSITE COLLECTIVE

Ensemble, les membres d'OSSTF/FEESO ont lutté pour protéger et améliorer l'éducation publique et préserver les droits des travailleuses et travailleurs

OSSTF/FEESO est fier de son histoire, car elle témoigne des actions collectives et des manifestations politiques qui se sont traduites par des changements positifs pour tous nos membres. Ces actions collectives ont empêché les gouvernements d'imposer des changements à nos membres qui auraient nui à notre droit de négociation et à l'ensemble du système d'éducation publique.

Quelques-unes des actions entreprises par OSSTF/FEESO au cours des 90 années de son histoire sont résumées ci-dessous. Nous avons prouvé que lorsque nous sommes fiers, que nous sommes forts et que nous sommes unis, nous pouvons apporter des changements positifs qui renforcent nos droits en tant que travailleurs et profitent au système d'éducation financé à même les deniers publics de notre province : le système d'éducation qui est reconnu comme étant le meilleur au monde.

1975—Le droit de grève

- Avant 1975, le personnel enseignant n'avait pas le droit légal de grève et avait recours à d'autres moyens pour atteindre les objectifs de négociation collective.
- En 1972 et 1973, des enseignantes et des enseignants de plusieurs conseils scolaires ont démissionné en bloc avant le congé de Noël dans le but de manifester contre les propositions du gouvernement contenues dans le Rapport Reville qui limiteraient davantage les droits du personnel enseignant.
- En décembre 1973, le Projet de loi 274 a été déposé pour invalider toute démission des enseignantes et des enseignants en cours d'année. Le Projet de loi 275, qui imposerait l'arbitrage obligatoire et enlèverait toute possibilité de grève, a aussi été déposé.
- En réaction à ces projets de loi, une grève du personnel enseignant à l'échelle de la province a eu lieu le 18 décembre 1973. Plus de 20 000 personnes s'étaient rendues au Maple Leaf Gardens de Toronto pour un grand rassemblement qui a été suivi d'une marche vers Queen's Park. Presque toutes les écoles de la province étaient fermées.
- Les projets de loi sont morts au feuillet, ce qui a mené à la création du Projet de loi 100 : *Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants*. Ce Projet de loi a été négocié avec les syndicats en éducation sur une période de deux ans et, lorsqu'il a été adopté, il accordait le droit de grève aux enseignants.

1985—Projet de loi 65—Expansion d'OSSTF/FEESO

- Le Projet de loi 65, déposé en avril 1985, a aidé les travailleurs à se syndiquer et à conclure leurs premières conventions collectives.
- En octobre 1984, la Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTO) s'est prononcée contre une demande d'OSSTF/FEESO de représenter les secrétaires à Oxford; la demande a été rejetée, car la CRTO disait qu'OSSTF/FEESO n'avait pas le mandat de recruter des travailleurs autres que le personnel enseignant.
- OSSTF/FEESO s'est résolument engagé dans une expansion de ses effectifs en présentant des résolutions à la RAAP qui autoriseraient des campagnes de recrutement plus concertées.
- Puisque la RAAP a adopté ces résolutions, OSSTF/FEESO est retourné à la CRTO avec un mandat de recrutement et a réussi à augmenter la base des effectifs de la Fédération depuis la fin des années 1980.



1989—Égalité de contrôle sur le Régime de retraite des enseignants

- Le 1^{er} avril 1989, 25 000 membres étaient rassemblés au Colisée Copps de Hamilton dans le but d'envoyer un message au gouvernement Libéral du premier ministre David Peterson suite à son refus d'accorder au personnel enseignant un plus grand mot à dire dans la gestion de leur régime de retraite.
- Jusqu'à ce moment-là, le gouvernement avait le contrôle total sur le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (RREO) quant aux prestations, aux cotisations et à la politique de placement.
- David Peterson a dit que les enseignantes et les enseignants qui se préoccupaient de leur régime de retraite étaient « simplement ridicules ».
- Le régime de retraite et sa gestion étaient des enjeux importants pour le personnel enseignant lors des élections ontariennes de 1990; Bob Rae et le NPD ont remporté un gouvernement majoritaire et ils ont respecté leur promesse électorale de créer un vrai partenariat égal pour le régime de retraite avec le personnel enseignant.

1993—Le contrat social

- Avec Bob Rae et le NPD, l'initiative du contrat social a obligé les travailleurs du secteur public à prendre 12 jours non rémunérés, leurs conventions collectives ont été rouvertes et leur salaire gelé.
- Chaque employé devait prendre un jour de congé non rémunéré par mois, leur salaire a été gelé jusqu'en 1996 et il s'est vu refuser des hausses annuelles de salaire (à savoir le déplacement sur la grille salaire en fonction de l'expérience).
- Les syndicats n'ont eu que trois semaines seulement pour négocier de meilleures conditions avant l'entrée en vigueur de la *Loi sur le contrat social*. OSSTF/FEESO a pu négocier un retour à la position appropriée sur la grille salariale en 1996, à la fin du contrat social, pour la plupart des unités de négociation; le seul syndicat en éducation ou du secteur public qui a réussi à négocier cette disposition.
- Le contrat social a fait en sorte que le NPD a perdu l'appui du mouvement syndical, ce qui a entraîné la chute éventuelle du gouvernement en 1995.

1995 à 1998—Journées d'action en Ontario

- Tout au long de cette période de trois ans, les organisations syndicales ont organisé des manifestations dans le cadre d'une tentative plus générale de changer les intentions antisyndicales du gouvernement Harris et d'annuler les modifications apportées à la législation du travail qui permettaient le remplacement des travailleurs par des briseurs de grève.
- Un total de 11 journées d'action se sont tenues à travers la province au cours d'une période de trois ans, notamment la Journée d'action à Hamilton de 120 000 personnes et celle de Toronto avec 250 000 personnes, la plus grande manifestation dans l'histoire de l'Ontario.
- Onze autres journées d'action se sont déroulées en Ontario dans les villes de London, Hamilton, Kitchener-Waterloo, Peterborough, Toronto, Sudbury, Thunder Bay, North Bay, Windsor, St. Catharines et Kingston, auxquelles ont participé plus d'un million de personnes.
- Le gouvernement a décrété les journées d'action comme étant illégales, car il considérait les manifestations des travailleurs comme une grève.
- Les journées d'action ont placé les droits des travailleurs et les questions syndicales au premier plan dans l'attention du public, ce qui a entraîné de nombreuses autres victoires contre le programme antisyndical du gouvernement Harris.



1997—Manifestation politique contre les projets de loi 160 et 136

- Appelé avec cynisme la *Loi sur l'amélioration de la qualité de l'éducation*, le Projet de loi 160 a imposé l'effectif de classe et l'enseignement de sept classes sur huit, a réduit les postes des travailleurs en éducation de plus de 15 pour cent et a rendu obligatoire la participation aux activités parascolaires qui était « volontaire ».
- Le Projet de loi 136 a aussi été présenté et OSSTF/FEESO s'y est opposé; il diminuait le nombre de conseils scolaires et enlevait le droit des conseils scolaires de percevoir un impôt faisant en sorte que l'éducation était financée de façon centralisée par la province. Le contrôle local était enlevé aux conseils scolaires.
- Entre le 27 octobre et le 7 novembre 1997, les syndicats affiliés d'enseignants ont débrayé en guise de protestation contre les actions prises par Mike Harris et son gouvernement progressiste conservateur.
- Le gouvernement Harris a fait marche arrière sur certains aspects des projets de loi 160 et 136 et certaines dispositions qui devaient être légiférées ont pu être négociées à la table de négociation.

2003—Les progressistes conservateurs de l'Ontario évincés du pouvoir

- Après près de neuf ans de règne des progressistes conservateurs de Mike Harris et d'Ernie Eves, le gouvernement Conservateur a été battu le soir de l'élection du 2 octobre 2003.
- L'éducation était perçue comme un enjeu électoral prioritaire et les trois principaux partis promettaient plus de fonds pour l'éducation. Le premier ministre Eves a promis cependant d'interdire le droit de grève aux enseignants durant l'année scolaire.
- Dalton McGuinty promettait « d'être le meilleur premier ministre de l'éducation » et a œuvré avec OSSTF/FEESO, comme partenaire principal, dans le but d'abroger les politiques du gouvernement Harris en matière d'examen obligatoire pour le personnel enseignant, de réinvestir des fonds en éducation afin de créer des emplois et a travaillé à rétablir le respect pour les éducateurs dans la province.
- OSSTF/FEESO a préparé un plan de préparation aux élections qui comprenait une approche plus élargie au mouvement syndical et aux autres partenaires de coalition.
- Cela s'est traduit par une majorité Libérale reléguant les Conservateurs au rang d'opposition après avoir perdu la moitié de ses sièges.

2007—Les Conservateurs hors du pouvoir

- Les progressistes conservateurs, sous la direction de leur nouveau chef, John Tory, étaient sur le point de déloger le gouvernement majoritaire libéral de Dalton McGuinty.
- John Tory était perçu comme un chef populaire. Sa principale promesse était d'étendre aux écoles privées confessionnelles les fonds destinés à l'éducation publique.
- La campagne de préparation aux élections d'OSSTF/FEESO, « Faites la différence », visait la mobilisation des membres à exercer leurs droits de vote, à amener les candidats à définir l'éducation comme une priorité et à fournir des renseignements au public sur les enjeux en matière d'éducation de sorte qu'il puisse prendre une décision éclairée le jour de l'élection.
- Le niveau de participation des membres à une élection est le plus élevé à ce jour.
- Avec l'éducation comme enjeu prioritaire, les Libéraux ont remporté un deuxième gouvernement majoritaire consécutif.

Ontario Secondary School Teachers' Federation
Fédération des enseignantes-enseignants
des écoles secondaires de l'Ontario
60 Mobile Drive, Toronto, Ontario M4A 2P3

TEL 416.751.8300
TEL 1.800.267.7867
FAX 416.751.3394
www.osstf.on.ca

